

LR : la guerre des chefs va-t-elle reprendre ?



La guerre des chefs qui menace Les Républicains procède d'un anachronisme et exprime une conception de la politique désormais révolue : l'obsession présidentialiste.

Avec Maxime
Tandonnet

A ce stade, les élections nationales de 2022 ne se présentent pas sous les meilleurs auspices pour la droite. Les candidats potentiels à la présidentielle sont nombreux : M. Bertrand, M. Baroin, Mme Péresse, M. Retailleau, M. Wauquiez, les deux premiers s'étant quasi-déclarés... La confusion s'installe déjà autour de la question des « primaires » d'ores et déjà rejetées par certains et voulues par d'autres. Ainsi, la guerre des chefs menace. Les leçons ne servent-elles jamais ? Elle fut à l'origine de la plupart des grandes défaites électorales de la droite, notamment celle par laquelle le malheur est arrivé, en 1981. Et pourtant, la guerre des chefs revient, inexorablement, exposant le camp des républicains qui ne sont ni macronistes, ni socialistes, ni lepénistes, au risque d'un nouvel échec.

Cette guerre des chefs procède d'un anachronisme, elle exprime une conception de la politique désormais révolue : l'obsession présidentialiste. La vie publique se focaliserait tout entière sur l'image médiatique gesticulante d'une sorte de gourou élyséen narcissique, n'ayant pour objectif que son auto-sublimation et sa réélection, au prix de tous les mépris, les manipulations et les renoncements. Ainsi, au terme d'une lamentable dérive post-démocratique, le culte et la magnificence d'un individu surmédiatisé s'est substitué aux notions de bien commun, d'intérêt général, voire même de Nation. Et cela, les Français n'en voudront plus.

Les acteurs potentiels de la guerre des chefs qui vient ne l'ont-ils pas encore compris ? La conquête de l'Élysée ne doit plus être un but en soi. Le « Palais » incarne désormais, aux yeux des Français – qui votent de moins en moins – le despotisme de la médiocrité, de l'impuissance publique et de la vanité. Il n'apporte plus à son titulaire ni gloire, ni prestige, encore moins l'assurance d'une « trace dans l'histoire », mais aux yeux de l'immense majorité des Français, une image d'acteur pathétique et inutile. Rien d'autre.

La présidentielle ne doit plus être le but en soi de la politique. Le devoir des hommes et femmes engagés en politique, qui se réclament de l'opposition démocratique, ni macroniste, ni socialiste, ni lepéniste, n'est pas de se crêper le chignon pour savoir quel calife sera (peut-être) appelé à pavoiser à la place du calife. Il est de travailler à la reconstruction de la France : la relance de l'économie par l'entreprise, le recul des prélèvements obligatoires et de la dette publique, la lutte contre la pauvreté, l'éradication de la violence et de la barbarie, la maîtrise des frontières, l'unité nationale, le rétablissement de l'école et de l'égalité des chances...

Dans le système politique français – qui ne changera pas avant 2022, malgré toute son inefficacité et son absurdité – certes, il faudra un candidat à la présidentielle. Mais l'essentiel ou le plus urgent n'est pas là : il est de savoir quel serait l'objectif d'un retour au pouvoir. Pour quoi faire ? Quelle ligne ? Quel projet ? Poursuivre la glissade de la vie politique dans le grand spectacle narcissique hors sol ? Alors, l'original vaudra mieux que la copie. En revanche, sera-t-il de dire la vérité aux Français sur l'état de la France, tenter sincèrement et modestement de réconcilier le peuple avec la démocratie et la confiance ? Retrouver le sens de l'action et du gouvernement ? Alors oui, cela vaudra la peine. Quant au candidat à la présidentielle, il viendra, s'il doit venir, en temps voulu, dans

les derniers mois comme toujours, l'homme ou la femme qui saura émerger de la médiocrité et de la mégalomanie ambiante pour se placer au service du pays et non de son destin personnel.